

23 MAI 1949. — Arrêté du Régent portant nomination d'un membre du conseil d'administration de l'Œuvre nationale des orphelins, veuves et ascendants des victimes de la guerre.

CHARLES, Prince de Belgique, Régent du Royaume,  
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 28 décembre 1948 concernant l'Œuvre nationale des orphelins, veuves et ascendants des victimes de la guerre, et notamment l'article 4;

Vu l'arrêté du Régent du 2 mai 1949, réglant l'organisation et le fonctionnement de l'Œuvre nationale des orphelins, veuves et ascendants des victimes de la guerre, et notamment l'article 2, alinéa 3;

Sur la proposition du Ministre de la Santé publique et de la Famille,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1<sup>er</sup>. Mme de Baets, épouse van Aubel, à Schaerbeek, est nommée membre du conseil d'administration de l'Œuvre nationale des orphelins, veuves et ascendants des victimes de la guerre.

Art. 2. Le Ministre de la Santé publique et de la Famille est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 mai 1949.

CHARLES.

Par le Régent :  
Le Ministre de la Santé publique  
et de la Famille,

B<sup>on</sup> F. VAN DER STRATEN-WAILLET.

23 MEI 1949. — Besluit van de Regent houdende benoeming van een lid van de raad van beheer van het Nationaal Werk der wezen, weduwen en bloedverwanten in de opgaande linie van de oorlogsslachtoffers.

KAREL, Prins van België, Regent van het Koninkrijk,  
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op de wet van 28 December 1948, betreffende het Nationaal Werk van de wezen, weduwen en bloedverwanten in de opgaande linie van de oorlogsslachtoffers, en inzonderheid artikel 4;

Gelet op het besluit van de Regent van 2 Mei 1949 tot regeling van de inrichting en de werking van het Nationaal Werk van de wezen, weduwen en bloedverwanten in de opgaande linie van de oorlogsslachtoffers, en inzonderheid artikel 2, alinea 3;

Op de voordracht van de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. Mevr. de Baets, echtgenote van Aubel, te Schaerbeek, wordt tot lid benoemd van de raad van beheer van het Nationaal Werk van de wezen, weduwen en bloedverwanten in de opgaande linie van de oorlogsslachtoffers.

Art. 2. De Minister van Volksgezondheid en van het Gezin is belast met de uitvoering van onderhavig besluit.

Gegeven te Brussel, de 23 Mei 1949.

Vanwege de Regent :  
De Minister van Volksgezondheid  
en van het Gezin,

23 MAI 1949. — Arrêté du Régent organisant l'octroi de subventions pour les cours, les conférences et les journées d'étude, de nature à promouvoir l'éducation familiale et à favoriser l'épanouissement de la vie familiale.

CHARLES, Prince de Belgique, Régent du Royaume,  
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 19, 2<sup>o</sup>, de la loi contenant le budget du Ministère de la Santé publique et la Famille pour l'exercice 1949;

Considérant que les groupements familiaux, féminins et de jeunesse qui organisent des cours, des conférences et de journées d'étude, en vue de mieux préparer les jeunes gens à fonder un foyer et d'aider au développement harmonieux des familles, contribuent d'une manière efficace au relèvement moral de la famille et au bien-être de la Nation et méritent, à ce titre, d'être encouragés par les pouvoirs publics;

Vu l'assentiment du comité du budget donné le 17 mai 1949;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition du Ministre de la Santé publique et de la Famille,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1<sup>er</sup>. Pour autant qu'elles soient prévues au budget, des subventions peuvent être accordées par le Ministre de la Santé publique et de la Famille dans les conditions déterminées par le présent arrêté, aux groupements familiaux, aux groupements féminins et aux groupements de jeunesse agréés par lui, pour les cours, les conférences et les journées d'étude qu'ils organisent en vue de promouvoir l'éducation familiale ou de favoriser l'épanouissement de la vie familiale.

Art. 2. Pour pouvoir être agréés, les groupements doivent remplir les conditions suivantes :

1<sup>o</sup> être constitués en association sans but lucratif, au sens de la loi du 27 juin 1921;

2<sup>o</sup> avoir pour objet exclusif la défense des intérêts moraux et matériels des familles, des femmes ou de la jeunesse;

3<sup>o</sup> avoir un champ d'activité qui s'étend à tout le pays ou à trois provinces au moins;

4<sup>o</sup> organiser régulièrement les cours, les conférences ou les journées d'étude.

23 MEI 1949. — Besluit van de Regent houdende regeling van de toekenning van subsidies voor de cursussen, voordrachten en studiedagen, die de opleiding tot het gezinsleven kunnen bevorderen en de ontplooiing van het gezinsleven kunnen ten goede komen.

KAREL, Prins van België, Regent van het Koninkrijk,  
Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL.

Gelet op artikel 19, 2<sup>o</sup>, van de wet houdende de begroting van het Ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin voor het dienstjaar 1949;

Overwegende dat de gezins-, vrouwen- en jeugdgroeperingen, die cursussen, voordrachten en studiedagen organiseren met het doel de jongelieden beter voor te bereiden tot het stichten van een gezin en de harmonische ontwikkeling van de gezinnen te bevorderen, op doeltreffende wijze bijdragen tot de morele verheffing van het gezin, hierdoor het land dienen en derhalve de steun verdienen van de openbare machten;

Gelet op de toestemming van het begrotingscomité gegeven de 17 Mei 1949;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. Voor zover zij in de begroting zijn voorzien, kunnen door de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin, in de bij dit besluit bepaalde voorwaarden, subsidies verleend worden aan de door hem aangenomen familiale groeperingen, vrouwengroeperingen en jeugdgroeperingen, voor de cursussen, voordrachten en studiedagen die zij inrichten met het doel de opleiding tot het gezinsleven te bevorderen en de ontplooiing van het gezinsleven in de hand te werken.

Art. 2. Om te worden aangenomen moeten de groeperingen de volgende voorwaarden vervullen :

1<sup>o</sup> opgericht zijn als vereniging zonder winstoogmerk, naar de wet van 27 Juni 1921;

2<sup>o</sup> uitsluitend de verdediging der morele et materiële belangen van de gezinnen, van de vrouwen of van de jeugd nastreven;

3<sup>o</sup> een werkterrein hebben dat gans het land of ten minste drie provincies omvat;

4<sup>o</sup> geregeld de cursussen, voordrachten of studiedagen inrichten.

Art. 3. L'association doit demander son agréation au Ministre par lettre recommandée à la poste, en y joignant :

1° ses statuts, son règlement et tous autres renseignements sur sa structure, son fonctionnement et le nombre de ses membres;

2° une déclaration signée par ses administrateurs, attestant qu'elle organise régulièrement les cours, les conférences ou les journées d'étude et autorisant le Ministre à vérifier l'exactitude des renseignements qu'elle fournit et l'accomplissement des conditions prévues à l'article 2.

Art. 4. La décision du Ministre doit être motivée.

En cas d'agréation, l'arrêté indique la date à partir de laquelle l'association est agréée.

L'association peut toujours introduire une nouvelle demande, dès qu'elle a remédié aux causes du refus.

L'agréation peut être retirée, si les renseignements fournis en application de l'article 3 se révèlent inexacts, ou si l'association cesse de remplir les conditions prévues à l'article 2, ou encore si elle se rend coupable d'une irrégularité grave.

Art. 5. § 1°. Les cours, conférences et journées d'étude doivent avoir pour objet la formation familiale des participants, notamment en développant leurs connaissances dans le domaine de l'hygiène, de la puériculture, de la pédagogie ou de l'économie domestique. Ils doivent être donnés dans un esprit qui favorise l'épanouissement de la vie familiale.

§ 2. Les cours et les conférences doivent être suivis par quinze auditeurs au moins; les journées d'étude pour jeunes gens, par quinze participants au moins; les autres journées d'étude par trente participants au moins.

Chaque conférence, chaque séance de cours doit durer une heure au moins. Chaque journée d'étude doit comporter au moins trois séances d'étude, faisant ensemble quatre heures au minimum.

§ 3. Chaque conférence, chaque séance de cours ou d'étude doit être consacrée à un problème déterminé.

Elle doit consister soit en un exposé théorique, suivi ou non d'une discussion guidée par la personne qui a fait l'exposé, soit en démonstrations et applications pratiques, introduites par un bref exposé théorique.

§ 4. L'exposé doit suivre le schéma préalablement communiqué au Ministre, en application de l'article 7.

Il doit être fait par un membre du personnel dirigeant de l'association, ou par une personne agréée par celle-ci.

La personne qui fait les démonstrations et applications pratiques, doit être qualifiée à cet effet.

Art. 6. Sont exclus du bénéfice du présent arrêté :

1° les cours, conférences et journées d'étude organisés exclusivement ou principalement en vue de la formation familiale des personnes qui appartiennent aux cadres dirigeants de l'association, de celles qui sont régulièrement occupées à son service, ou de ses propagandistes;

2° ceux qui donnent lieu à l'octroi de subventions par l'Etat en application d'autres dispositions légales ou réglementaires;

3° les cours de formation familiale et ménagère visés à l'article 3, de l'arrêté du Régent du 1<sup>er</sup> mars 1949 organisant l'agréation des services d'aide aux familles et l'octroi de subventions à ces services.

Art. 7. § 1°. Les associations agréées sont tenues de dresser, pour une période de trois mois ou de six mois, le programme des cours, conférences et journées d'étude qu'elles se proposent d'organiser, en y indiquant d'une manière assez précise les questions à traiter, et de le soumettre au moins un mois à l'avance à l'approbation du Ministre.

§ 2. Avant la fin de chaque mois, les associations doivent faire connaître au Ministre, par lettre recommandée à la poste, les cours, conférences et journées d'étude, qu'elles organiseront le mois suivant, en indiquant d'une manière précise les lieux, jours et heures, les schémas des exposés et des exercices et les noms et qualités des personnes qui les feront.

Tout changement apporté à ces indications, par suite de circonstances imprévues, doit être signalé sans retard au Ministre, par lettre recommandée à la poste quatre jours au moins avant la date à laquelle le cours, la conférence ou la journée d'étude devait avoir lieu.

Art. 3. De vereniging moet de Minister om aanneming verzoeken bij een ter post aangezekend schrijven waarbij zijn ingesloten :

1° haar statuten, haar reglement en alle andere inlichtingen die verband houden met haar structuur, haar werking en het aantal van haar leden;

2° een door haar beheerders ondertekende verklaring als bewijs dat zij geregeld de cursussen, voordrachten of studiedagen inricht, en waarbij de Minister van Volksgezondheid en van het Gezin gemachtigd wordt de juistheid van de verstrekte inlichtingen en het naleven van de in artikel 2 gestelde voorwaarden na te gaan.

Art. 4. De beslissing van de Minister moet met redenen omkleed zijn.

In geval van aanneming, geeft het besluit de datum op waarop de vereniging aangenomen wordt.

Het staat de vereniging steeds vrij een nieuwe aanvraag in te dienen, zodra de redenen, die de weigering gerechtvaardigd hebben niet meer bestaan.

De aanneming kan ingetrokken worden als de bij toepassing van artikel 3 verstrekte inlichtingen onjuist blijken te zijn, of als de vereniging niet langer de bij artikel 2 bepaalde voorwaarden, vervuld, of nog als zij zich aan een ernstige onregelmatigheid schuldig maakt.

Art. 5. § 1. De cursussen, voordrachten en studiedagen moeten de opvoeding tot het gezinsleven der deelnemers tot doel hebben, namelijk door het ontwikkelen van hun kennis op het gebied van hygiëne, kindverzorging, paedagogie of huishoudkunde. Zij moeten gegeven worden in een zodanige geest dat zij de ontplooiing van het gezinsleven ten goede komen.

§ 2. De cursussen en voordrachten moeten door ten minste vijftien toehoorders worden bijgewoond; de studiedagen voor jongelieden door ten minste vijftien deelnemers; de andere studiedagen door ten minste dertig deelnemers.

Iedere voordracht, iedere les moet ten minste één uur duren. Iedere studiedag moet ten minste drie studievergaderingen omvatten, die samen ten minste vier uren in beslag nemen.

§ 3. Iedere voordracht, iedere les of studievergadering moet aan een bepaald vraagstuk gewijd zijn.

Zij moet bestaan hetzij uit een theoretische uiteenzetting, al dan niet gevolgd door een bespreking onder leiding van de persoon die de uiteenzetting hield, hetzij uit praktische demonstraties en toepassingen, ingeleid door een korte theoretische uiteenzetting.

§ 4. De uiteenzetting moet het schema volgen, dat vooraf, bij toepassing van artikel 7, aan de Minister is medegedeeld.

Zij moet gegeven worden door een lid van het leidend personeel van de vereniging of door iemand, die door de vereniging is aangenomen.

De persoon die de praktische demonstraties en toepassingen geeft, moet daartoe bevoegd zijn.

Art. 6. Zijn uitgesloten van het genot van dit besluit :

1° de cursussen, voordrachten en studiedagen die uitsluitend of hoofdzakelijk georganiseerd worden met het oog op de opvoeding tot het gezinsleven van de personen, die tot het leidend kader van de vereniging behoren, van die welke geregeld in haar dienst werkzaam zijn of van haar propagandisten;

2° die welke aanleiding geven tot het toekennen van toelagen door de Staat bij toepassing van andere wets- of reglementsbepalingen;

3° de cursussen inzake gezins- en huishoudelijke aangelegenheden, bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Regent van 1 Maart 1949 houdende aanneming van diensten voor gezinshulp en toewijzing van toelagen aan deze diensten.

Art. 7. § 1. De aangenomen verenigingen zijn gehouden voor een periode van drie maanden of van zes maanden het programma op te stellen van de cursussen, voordrachten of studiedagen die zij voornemens zijn in te richten, met voldoende nauwgezette opgave van de te behandelen vraagstukken, en dit programma ten minste één maand bij voorbaat ter goedkeuring aan de Minister voor te leggen.

§ 2. Vóór het einde van iedere maand moeten de verenigingen aan de Minister bij een ter post aangezekend schrijven kennis geven van de cursussen, voordrachten en studiedagen die zij de volgende maand zullen inrichten, met nauwgezette opgave van de plaatsen, dagen en uren, van de schema's der uiteenzettingen en oefeningen en van de namen en hoedanigheden der personen die deze laatste zullen houden.

Elke wijziging, die tengevolge van onvoorziene omstandigheden aan die aanduidingen wordt gebracht, moet onverwijld de Minister ter kennis worden gebracht, in een brief die ten minste vier dagen vóór de datum, waarop de cursus, de voordracht of de studiedag moest plaats hebben, ter post is aangezekend.

§ 3. Au cours du premier mois de chaque trimestre, les associations doivent adresser au Ministre, par lettre recommandée à la poste, un relevé détaillé des cours, conférences et journées d'étude qu'elles ont effectivement organisés pendant le trimestre précédent et pour lesquels elles sollicitent une subvention.

Le relevé doit indiquer les lieux, jours et heures des séances de cours, conférences et journées d'étude, leur durée, le nombre des participants, les noms et qualités des personnes qui ont fait et dirigé les exposés théoriques et les exercices pratiques. Il doit être déclaré sincère et exact par les administrateurs de l'association et revêtu de leurs signatures.

Art. 8. Les fonctionnaires désignés par le Ministre ont libre accès aux cours, conférences et journées d'étude. Les associations sont tenues de leur en faciliter le contrôle.

Art. 9. Le montant des subventions est de :

150 francs par séance de cours ou par conférence;

750 francs par journée d'étude ordinaire;

1.000 francs par journée d'étude, lorsqu'il s'agit de deux journées d'étude ou plus, pour lesquelles la majorité des participants ont dû être logés, par les soins de l'association en dehors de leur résidence habituelle.

Les subventions sont attribuées à la fin de l'exercice annuel qui court du 1<sup>er</sup> octobre au 30 septembre. Si le montant total des subventions auxquelles les associations agréées peuvent prétendre, excède le crédit disponible, le montant de chacune d'elles est diminué à due concurrence.

Art. 10. § 1<sup>er</sup>. L'association agréée ne peut prétendre au bénéfice des subventions :

1° pour les cours, conférences ou journées d'étude, au regard desquels le relevé trimestriel s'est révélé incomplet ou inexact;

2° pour ceux au regard desquels toutes les prescriptions des articles 5 et 7 n'ont pas été observées.

§ 2. Si une association rend le contrôle impossible, si elle fait figurer dans le relevé trimestriel des cours, des conférences ou des journées d'étude qui n'ont pas eu lieu, ou qui sont exclus du bénéfice du présent arrêté en vertu de l'article 6, la subvention totale qui aurait pu lui être attribuée à la fin de l'exercice annuel sera diminuée d'un quart.

En cas de récidive au cours du même exercice, la subvention sera supprimée, sans préjudice de l'application de l'article 4, alinéa 4.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 12. Le Ministre de la Santé publique et de la Famille est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 23 mai 1949.

CHARLES.

Par le Régent :  
Le Ministre de la Santé publique  
et de la Famille,

Vanwege de Regent :  
De Minister van Volksgezondheid  
en van het Gezin,

Bot F. VAN DER STRATEN-WAILLET.

§ 3. In de loop van de eerste maand van ieder kwartaal moeten de verenigingen bij ter post aangetekend schrijven aan de Minister een omstandige staat overmaken van de cursussen, voordrachten en studiedagen die zij werkelijk tijdens het voorgaande kwartaal hebben georganiseerd en waarvoor zij een subsidie aanvragen.

De staat moet een opgave bevatten van de plaatsen, dagen uren der lessen, voordrachten en studiedagen, de duur er van, het aantal deelnemers, de namen en hoedanigheden der personen die de theoretische uiteenzettingen en de praktische oefeningen geven en geleid hebben. Hij moet door de beheerders der vereniging voor echt verklaard en met hun handtekening en bekleed worden.

Art. 8. De door de Minister aangewezen ambtenaren hebben vrije toegang tot de cursussen, voordrachten en studiedagen. De verenigingen zijn gehouden hun de controle te vergemakkelijken.

Art. 9. De subsidies bedragen :

150 frank per les of per voordracht;

750 frank per gewone studiedag;

1.000 frank per studiedag, wanneer het gaat om twee of meer studiedagen, waarvoor aan het meerendeel der deelnemers door de zorgen der vereniging buiten hun gewone verblijfplaats onderdak moest worden verschaft.

De subsidies worden verleend op het einde van het dienstjaar, dat van 1 October tot 30 September loopt. Wanneer het totaal bedrag der subsidies, waarop de aangenomen verenigingen aanspraak kunnen maken, het beschikbaar krediet te boven gaat, wordt het bedrag van iedere subsidie evenredig verminderd.

Art. 10. § 1. De aangenomen vereniging kan op het genot der subsidies geen aanspraak maken :

1° voor de cursussen, voordrachten of studiedagen waarvoor de driemaandelijke staat onvolledig of onnauwkeurige gegevens bevat;

2° voor die ten opzichte waarvan de voorschriften van de artikelen 5 en 7 niet zijn nageleefd.

§ 2. Wanneer een vereniging de controle onmogelijk maakt, wanneer zij in de driemaandelijke staat cursussen, voordrachten of studiedagen vermeldt, die niet gehouden zijn of die krachtens artikel 6 uitgesloten zijn van het genot van dit besluit, wordt de totale subsidie, die haar bij het einde van het dienstjaar had kunnen verleend worden, met een vierde verminderd.

Bij herhaling in de loop van hetzelfde dienstjaar wordt de toelage afgeschaft, onverminderd de toepassing van artikel 4, alinea 4.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* is bekendgemaakt.

Art. 12. De Minister van Volksgezondheid en van het Gezin is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, de 23 Mei 1949.